

RELIER LES INITIATIVES RÉGIONALES DE CERTIFICATION DANS LE MONDE

Vers un programme mondial de dialogue renforcé

Pourquoi la coopération est-elle importante aujourd'hui?

Ces conclusions résument nos discussions du 19 mai sur les différentes formes de coopération entre les initiatives relevant des cadres régionaux à travers le monde. Nous sommes conscients du fait que le nombre d'initiatives relevant des CRC augmente dans le monde, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Elles sont souvent liées aux programmes de développement des diverses communautés économiques régionales et des réseaux d'assurance qualité. Elles cherchent à soutenir la mobilité de la main-d'œuvre et des apprenants, à améliorer l'accès à l'éducation et à l'apprentissage tout au long de la vie et leur qualité grâce à des qualifications pertinentes, ainsi qu'à améliorer l'employabilité et les perspectives de chacun.

Les CRC ont un rôle à jouer dans la recherche de solutions internationales et mondiales pour faire face aux perturbations causées par la crise de la COVID et à la transition vers des économies et des sociétés plus écologiques et plus numériques. Si les CRC doivent reposer sur des liens étroits entre les parties prenantes et les institutions des pays membres, la coopération mondiale est importante pour aborder les problèmes communs et élaborer des solutions communes. Cette coopération doit débuter immédiatement pour renforcer la capacité de toutes les initiatives de CRC à progresser et à affronter ensemble les nouvelles difficultés. La crise représente à la fois une menace et une opportunité pour les CRC. Il est préférable de faire face collectivement à ces enjeux. La coopération suscite un vif intérêt parmi les organismes régionaux et les acteurs nationaux participant à la mise en œuvre des CRC et parmi les organisations internationales. Nous pouvons travailler ensemble en ligne et

rechercher de nouvelles possibilités de financement pour soutenir la coopération.

Contexte de notre coopération

Le [guide pratique de l'AQRF](#) (cadre de référence des certifications de l'ASEAN) décrit un cadre régional de certifications comme une vaste structure répertoriant les niveaux d'acquis d'apprentissage, adoptée par les pays d'une région géographique donnée. Cette structure permet de relier un cadre national de certifications à un autre, et de comparer ensuite une certification propre à un pays à celle d'un autre pays. Bien que cette description résume bien les liens entre les CRC, les CNC et les certifications, elle ne dit pas grand-chose sur le fonctionnement et les objectifs des cadres régionaux de certifications, et n'explique pas pourquoi ils sont importants, ni pourquoi leur coopération devrait intéresser toutes les initiatives existantes de CRC.

Dans un monde où les individus apprennent et travaillent dans des contextes différents, les certifications indiquent leurs compétences. Elles peuvent être des passeports qui permettent la mobilité internationale. Les CRC sont des instruments visant à garantir que les certifications deviennent des passeports. Dans notre monde interconnecté, la mobilité liée au travail et à l'apprentissage ou à la coopération technique et économique a lieu de plus en plus souvent à l'échelle mondiale, au-delà des communautés économiques régionales.

Le [cadre européen des certifications pour l'apprentissage tout au long de la vie](#) est un cadre régional avancé qui a stimulé le développement des CNC dans les 38 pays participants. Les institutions de l'UE et les pays se sont concentrés sur l'établissement de liens entre les CNC et le CEC. Il existe une grande variété de certifications sur l'ensemble du continent. Les pays européens possèdent des ensembles de certifications très différents les uns des autres. Les CNC sont utilisés pour clarifier les liens entre les certifications au niveau national, tandis que le CEC a pour rôle d'assurer la transparence entre les pays. Le CEC a servi de référence pour les CNC et les CRC dans d'autres régions, et il lance à présent un processus de comparaison avec les CNC et les CRC à l'extérieur des 38 pays. Ce processus, inédit, sera un dialogue mutuel, au cours duquel le CEC ne constituera pas une norme, mais plutôt une structure au sein de laquelle d'autres cadres nationaux ou régionaux seront traités comme des partenaires égaux. Ce dialogue, ou processus de comparaison, et la compréhension de la correspondance des niveaux atteints en résultant devraient accroître la transparence internationale, améliorer la compréhension de la valeur des certifications, et soutenir la mobilité et la coopération internationales.

La Fondation européenne pour la formation (ETF) est une agence de l'UE qui travaille avec des pays extérieurs à l'UE pour soutenir leurs réformes en matière de développement du capital humain. L'ETF a réalisé une [étude documentaire sur les initiatives relevant du CRC](#) afin d'effectuer une comparaison. Nous avons trouvé beaucoup plus de CRC que prévu, recensant 17 initiatives, un chiffre qui continue de croître. Ces CRC couvrent des pays dont la population totale atteint 5,3 milliards d'habitants, soit deux tiers de la population mondiale. Leur collaboration peut donc avoir un impact considérable. Notre étude ne visait à l'origine qu'à répondre aux besoins du groupe d'experts travaillant sur la comparaison, mais nous avons décidé de la diffuser davantage et d'organiser des discussions sur ses observations. Ces discussions ont eu lieu le 19 mai, sous la forme de deux webinaires, adaptés aux décalages horaires dans le monde entier. Nous sommes parvenus à attirer des participants de 77 pays, venus d'aussi loin que le Royaume de Tonga (+ 11 heures) ou la ville de Vancouver (- 9 heures), d'Auckland au sud (36° S) à Helsinki au nord (60° N). Les présentes conclusions s'appuient sur les discussions menées au cours du webinaire.

Nous avons constaté que chaque cadre régional est unique en ce qui concerne ses objectifs, son contexte et ses modalités. La plupart des initiatives sont mises en place dans les pays à revenu faible ou intermédiaire de l'hémisphère sud. Elles jouent un rôle important en soutenant les programmes de développement de leur région et en renforçant la confiance mutuelle dans les certifications. Bon nombre de ces cadres ne sont pas encore opérationnels, ce qui rendrait difficile leur comparaison avec le CEC. Au cours des entretiens menés dans le cadre de cette étude, nous avons compris que nous devons échanger davantage d'expériences, mais aussi que nous affrontons ensemble de nombreux obstacles mondiaux nécessitant une action concertée. Le plus urgent de ces problèmes consiste aujourd'hui à remédier à la perturbation des systèmes d'éducation et de formation et des marchés du travail provoquée par la COVID.

Rôle des communautés économiques régionales dans le développement et renforcement de la confiance mutuelle grâce aux organismes d'assurance qualité

La création de nouvelles perspectives pour les entreprises et les particuliers, fondée sur l'innovation et les compétences des citoyens, est considérée comme un moteur essentiel du développement économique et de la coopération dans de multiples régions du monde. De nombreuses communautés économiques régionales du Pacifique, d'Asie, de la péninsule arabique, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes estiment que les CRC peuvent contribuer au développement durable en facilitant le développement humain. Il est essentiel d'acquérir les compétences et les qualifications appropriées pour soutenir le développement. Les CRC créent des synergies grâce à un programme et à des instruments communs, afin de structurer la coopération entre les pays dans le domaine des compétences et des qualifications. Cette action est reconnue, non seulement par les gouvernements qui collaborent au sein des communautés économiques régionales, mais aussi par les organismes régionaux d'assurance qualité, qui encouragent la reconnaissance et la mobilité des apprenants et utilisent les cadres de certifications comme mécanismes d'amélioration de la qualité.

Perturbations liées à la COVID

La crise de la COVID a entraîné des perturbations à bien des égards. Des millions de personnes, en particulier des migrants et des femmes, ont perdu leur emploi. Les confinements ont interrompu les processus d'éducation et de formation, les examens et la formation par le travail pour des milliards de personnes. La crise a favorisé la progression de l'apprentissage numérique et en ligne, y compris les prestations transfrontalières. Nous sommes nombreux à avoir commencé à travailler en ligne et à repenser nos emplois. En raison de la baisse des revenus, les gouvernements ont procédé à des réductions qui ont affecté les services chargés de gérer les compétences et les qualifications. Menacée de fermeture, l'Autorité sud-africaine des certifications, SAQA, a été contrainte de licencier la moitié de son personnel. T. . En 2020, l'Autorité nationale des certifications des Émirats arabes unis a été intégrée au ministère de l'éducation. La crise de la COVID a accéléré des processus qui avaient déjà débuté. Nous sommes confrontés à de multiples perturbations en même temps. La numérisation et l'automatisation accrues transforment ou détruisent des emplois. La crise climatique rend les conditions de vie insoutenables dans certaines parties de notre planète et nous détourne des combustibles fossiles et des industries lourdes et minières polluantes. De nombreux emplois devront devenir plus écologiques et de nouveaux emplois sont actuellement créés. La moitié d'entre nous devra se recycler au cours des prochaines années.

Afin de soutenir cette transition, les pouvoirs publics ont le devoir de soutenir le perfectionnement et la reconversion professionnels et de veiller à ce que les personnes les plus exposées au chômage aient accès à l'apprentissage tout au long de la vie. Ces principes sont au cœur des nouvelles politiques relatives aux compétences, dans toutes les sphères. Tel est le cas de la [stratégie européenne en matière de compétences \(2020\)](#), qui s'engage à garantir l'accès de tous à l'apprentissage tout au long de la vie, conformément à l'objectif de développement durable n° 4 des Nations unies (Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie). La stratégie européenne en matière de compétences fixe des objectifs très ambitieux: 60 % des adultes devraient participer à l'apprentissage chaque année et 80 % des adultes devraient posséder des compétences numériques de base. Le perfectionnement et la reconversion professionnels jouent un rôle essentiel. Il est nécessaire de tenir compte de toutes les voies possibles d'acquisition de compétences (y compris l'apprentissage non formel, informel et formel), d'introduire des comptes de formation individuels pour soutenir financièrement les individus, d'utiliser les microcertifications pour reconnaître les expériences d'apprentissage de courte durée et d'accorder une importance particulière aux compétences des migrants originaires de pays tiers.

D'autres régions du monde ont leurs propres stratégies pour faire face à la situation post-COVID et soutenir le développement durable. Les communautés économiques régionales jouent un rôle particulièrement important.

Les CRC feront-ils partie des solutions?

Pour les décideurs politiques et le grand public, les cadres régionaux de certifications ne constituent pas la priorité la plus évidente dans cette situation de crise. Nous devons œuvrer à une meilleure compréhension de ces cadres. Comme nous l'avons indiqué précédemment, les CRC partagent souvent le même programme et utilisent des instruments communs qui peuvent structurer la coopération, au bénéfice des citoyens. Après la crise de la COVID, nous ne reviendrons pas au même monde économique. Nous devons reconstruire en améliorant les choses. La crise de la COVID et la transition écologique et numérique requièrent de nouvelles compétences partout dans le monde. La situation n'est pas limitée à un pays ni à une région spécifique; nous sommes confrontés à une crise mondiale des compétences, qui nécessite donc des solutions mondiales. En agissant ensemble, nous pouvons être plus efficaces, apprendre les uns des autres ce qui fonctionne et partager et élaborer des solutions communes. Les CRC sont des outils non contraignants axés sur la transparence, qui aident les pays voisins à évoluer dans la même direction, soutiennent la compréhension mutuelle, créent de nouvelles opportunités internationales et facilitent la mobilité des personnes. Chaque cadre régional de certifications s'adresse à des pays qui comptent des millions, parfois des milliards, d'habitants. Cela signifie qu'il existe potentiellement un puissant effet multiplicateur si les CRC peuvent améliorer les perspectives des citoyens.

Répondre aux attentes

Les CRC possèdent des caractéristiques uniques permettant de favoriser la transparence internationale et mondiale. Ils jouent un rôle important dans la mesure où ils soutiennent l'élaboration et la mise en œuvre des CNC, et l'introduction de nouvelles certifications, fondées sur des acquis d'apprentissage susceptibles de faciliter d'autres parcours personnalisés et de nouveaux modes d'apprentissage. Les CRC doivent suivre l'évolution des besoins. Nous devons veiller à ce que les cadres de certifications soient suffisamment réactifs et flexibles pour reconnaître et faciliter de nouveaux apprentissages.

Les certifications jouent un rôle important. Elles font partie intégrante des écosystèmes de compétences dans tous les pays. Elles indiquent les connaissances et les compétences des personnes, ce qui permet à ces dernières d'obtenir un emploi ou de poursuivre une carrière, d'accéder à des programmes d'éducation ou de formation, et de se déplacer d'un pays à l'autre pour leur travail ou leurs études. Aucun autre outil et aucune autre représentation des aptitudes d'une personne ne peuvent remplir cette fonction aussi efficacement. Il est essentiel d'actualiser ces cadres pour mettre en œuvre les politiques relatives aux compétences et les solutions d'apprentissage tout au long de la vie. Leur nécessité n'est pas toujours bien comprise par les décideurs politiques, les chercheurs et les organisations donatrices, qui préfèrent se concentrer sur ce qui est nouveau et à la mode.

Les CNC et CRC ont été associés à des changements progressifs, qui prennent du temps. Le CNC implique *l'absence de solution miracle*. Vous vous y engagez pour longtemps, c'est une leçon apprise des cadres les plus anciens. Il existe une forte pression pour changer cette situation. Les questions des participants au webinaire l'ont montré. Comment parvenir à un consensus entre les États membres sur une voie commune pour l'avenir? Nous devons mobiliser les pays membres et les parties prenantes (D^r Kebede Kassa, IGAD). Comment faire en sorte que les apprenants perçoivent les avantages et soient tenus informés de l'évolution des CRC et des CNC (Margaret Cameron)? Dans notre webinaire, nous avons évoqué les changements numériques et écologiques, mais nous avons essentiellement insisté sur les changements sociaux. Nous devons éviter un clivage entre les pays à revenu élevé, intermédiaire et faible, et créer des opportunités plus nombreuses pour tous. Cet aspect est d'autant plus important que la majorité des CRC s'adressent aux pays à revenu intermédiaire ou faible, disposant de ressources et de capacités limitées.

Les individus se déplacent physiquement ou virtuellement à la recherche d'un avenir meilleur et de possibilités d'étudier ou de travailler à l'étranger. Les participants ont appelé à favoriser une mobilité équitable. Il serait souhaitable d'atteindre plus d'équité entre les CRC et les CNC et d'instaurer une égalité des chances. Nous devons veiller à ce que les qualifications puissent être reconnues lorsque les personnes se déplacent. Dans la perspective d'un avenir durable, nos économies et nos sociétés ne peuvent se fonder sur l'exploitation des compétences de personnes venues de l'extérieur, mais nous devons tirer le meilleur parti des talents de tous les citoyens et permettre à chacun de participer et de se développer davantage.

Nous devons trouver et partager des solutions innovantes. Les CRC fonctionnent dans des environnements variés, ont des objectifs distincts et ont mis au point des outils différents. Cela nous donne un capital de connaissances commun, que nous pouvons partager et utiliser pour rendre les CRC plus efficaces, en privilégiant les solutions qui ont fait leurs preuves. Il est devenu plus facile de travailler ensemble; pendant la crise, nous avons appris à travailler davantage en ligne, en réduisant ainsi les distances physiques qui nous séparent.

De nombreux enjeux communs doivent être abordés. Nous avons besoin de nouveaux types de qualifications et de références pour la reconnaissance des activités de perfectionnement et de reconversion professionnels entreprises par les individus. Il reste encore beaucoup à faire pour améliorer la compréhension mutuelle et travailler à l'élaboration de langues et de définitions communes, afin de favoriser la transparence à l'échelle mondiale. La reconnaissance est de plus en plus étroitement liée aux cadres de certifications, mais il est nécessaire de travailler davantage sur la reconnaissance professionnelle. Les systèmes de certification, qui suivaient jusqu'ici des traces essentiellement écrites, évoluent actuellement vers des systèmes numériques, connectés et interopérables. Ces nouvelles technologies

peuvent bénéficier à tous les CRC et nous devons étudier comment les partager afin de mieux soutenir la numérisation des systèmes de certification.

Comment faire progresser la coopération?

La présente section résume les contributions des participants (acteurs des 17 initiatives de CRC recensées, membres des organisations nationales de 77 pays ou experts internationaux participant aux CRC), et celles de différentes organisations internationales soutenant leur développement. Elle résume les actions possibles qui pourraient être développées ensemble dans le cadre d'un dialogue international. Les principales questions sont le partage d'expériences, la sensibilisation, la communication avec les bénéficiaires finaux et les décideurs, le renforcement des capacités, l'organisation d'ateliers en ligne sur une série de questions, la collaboration visant à élaborer un langage commun et un consensus international, la définition de concepts et d'outils communs, l'accent sur la transparence mondiale, le référencement des CNC et leur alignement sur les CRC, la comparaison entre les CRC, ainsi que leurs liens avec les initiatives internationales en cours.

Un vif intérêt envers le partage d'expériences et la mobilisation des acteurs

De nombreux participants ont indiqué qu'il y avait beaucoup à faire pour partager davantage d'expériences et d'outils entre les CRC, afin de tirer des enseignements des cadres dans d'autres contextes et de créer des synergies ensemble. De nombreux collègues ont précisé qu'ils souhaitaient participer à un dialogue mondial et apporter expériences et perspectives. La discussion ne se limiterait pas nécessairement aux outils et aux aspects techniques. Les CRC pourraient partager des politiques, des processus et des stratégies avec toute personne qui en aurait besoin.

Voici quelques exemples de réactions. En tant que membre du comité de l'AQRF, je peux contribuer à cette discussion, a indiqué un participant. L'Organisation des États américains peut soutenir un dialogue politique, tandis que l'équipe «Travail décent» de l'OIT pour l'Asie du Sud a proposé de faciliter l'échange d'expériences avec la région d'Asie du Sud. Des membres du groupe consultatif pour le CEC ont affirmé qu'ils souhaitaient soutenir l'échange d'expériences. «Nous pouvons apporter l'expérience des Pays-Bas dans la mise en œuvre du CEC et de notre CNC» (Tijds Pijls). «Nous pouvons partager les expériences et les pratiques de QQI en Irlande» (Barbara Kelly). L'ASEM (Réunion Asie-Europe) est une organisation chargée de la coopération entre les pays d'Europe et d'Asie. Le secrétariat de l'ASEM s'est engagé à créer un groupe d'experts dans le cadre de l'ASEM Éducation et à organiser une activité d'apprentissage par les pairs.

Depuis 2013, le Cedefop, l'ETF, l'UNESCO et l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie publient tous les deux ans un [Inventaire mondial des cadres régionaux et nationaux des certifications](#). Le processus de l'ACQF (cadre continental africain des certifications) a été évoqué à plusieurs reprises par différents participants. L'[étude cartographique de l'ACQF](#) a été un bon exercice pour cartographier l'évolution des cadres de certifications en Afrique, contribuant à documenter différentes expériences aux niveaux national et régional. Des [événements de renforcement des capacités](#) sont régulièrement organisés pour partager les expériences de différents cadres nationaux et régionaux de

certifications dans le monde entier. Le Cinterfor de l'OIT a récemment [cartographié l'évolution de la situation en Amérique latine](#), concevant notamment un [tableau de bord](#) interactif qui permet de comparer les évolutions. Le Cinterfor de l'OIT, en coopération avec l'Organisation des États américains et l'UNESCO (bureau de Santiago du Chili), organise un cours sur l'élaboration d'un CRC, du 12 juillet au 23 août, afin de renforcer l'intérêt de différents groupes de parties prenantes.

Renforcement des capacités

Le renforcement des capacités est un point de départ évident, étant donné que de nombreux CRC en sont encore à un stade précoce de développement et qu'ils affrontent tous ensemble plusieurs nouveaux obstacles. Il faut placer l'accent sur les personnes en première ligne pour élaborer les cadres de certifications, sans pour autant oublier les praticiens qui doivent les mettre en œuvre (selon Anna Kahlson, Suède). Le renforcement des capacités des équipes nationales est important pour soutenir le processus du CRC ainsi que le développement des CNC. L'apprentissage est plus facile et plus rapide pour ceux d'entre nous qui partent de leurs cadres nationaux. Nous devons renforcer l'assistance technique locale (selon James Keevy, Afrique du Sud). Les domaines techniques prioritaires sont la législation, le développement et l'utilisation des acquis d'apprentissage, ainsi que la conception de certifications et de cadres (selon Teresa Duarte, Portugal). Nombreux sont ceux qui considèrent comme essentielle la mise en place des systèmes de qualification et de certification.

Organiser des ateliers spécialisés

Il est nécessaire d'organiser une série de webinaires entre les différents CRC. Nous devons également évoluer vers des dialogues plus dynamiques, y compris en face à face, et partager des expériences lors de réunions telles que des ateliers. Des événements collaboratifs pourraient être utilisés pour échanger des informations. Ils contribueront à élargir l'horizon de chacun, dans un esprit ouvert à l'égard d'autres systèmes et de leurs spécificités. De nombreux participants se sont montrés prêts à favoriser les webinaires ou à coopérer aux webinaires organisés par d'autres.

Un participant a écrit qu'il serait intéressant de pouvoir apporter une expérience au CEC en vue de créer le cadre latino-américain. Certains de ces ateliers pourraient avoir un caractère plus régional, d'autres pourraient adopter dès le départ une dimension mondiale. La Nouvelle-Zélande collaborera avec le cadre des certifications de la zone Pacifique (PQF) et les cadres nationaux du Pacifique, afin de renforcer la coopération et de former les services régionaux et nationaux impliqués dans la mise en œuvre des cadres de certifications, en offrant des conseils sur le développement et l'utilisation des niveaux et des liens avec les Niveaux de référence mondiaux élaborés par l'UNESCO.

Le Commonwealth of Learning (COL) est très expérimenté dans la conduite d'ateliers mondiaux en ligne. L'Université virtuelle des petits États du Commonwealth, antérieure à la crise de la COVID, gère la collaboration en ligne depuis une décennie. Le COL pourrait étendre les activités communes de formation et de renforcement des capacités qui sont déjà prévues à d'autres partenaires (Mairette Newman, secrétariat du COL).

L'ETF est également disposée à fournir aux participants d'autres régions et pays des liens avec des activités déjà prévues. Certains participants ont souligné leur expertise en matière d'éducation des adultes, précisant qu'ils la mettraient à disposition pour faciliter les manifestations interactives. Certains ont indiqué qu'ils étaient plutôt disposés à utiliser ces manifestations en qualité de participants, afin de renforcer leurs capacités. Le Royaume de

Tonga a souligné qu'il souhaitait poursuivre ses travaux avec le cadre des certifications de la zone Pacifique et l'autorité néo-zélandaise des qualifications, dans l'objectif de renforcer ses capacités grâce à des webinaires transnationaux. L'ETF proposera un calendrier dans lequel divers organisations et participants pourront inclure des ateliers nouveaux ou déjà existants, susceptibles d'être ouverts à d'autres participants, afin d'évoluer vers un niveau de planification concret.

Communication pour sensibiliser le grand public et les décideurs

De nombreux participants ont abordé la question d'une communication plus efficace au sujet des CRC. Un soutien plus étendu aux CRC dépend dans une vaste mesure de notre aptitude à expliquer la valeur ajoutée aux décideurs et à trouver davantage de moyens d'atteindre les parties prenantes et les bénéficiaires finaux. Il importe d'échanger des expériences et des avis sur la manière d'informer les décideurs politiques et le grand public. Les participants ont souligné la nécessité de placer les CRC dans le contexte national afin de montrer leur valeur ajoutée. Nous devons mettre en évidence l'utilité des CNC et des CRC parmi les décideurs. Le lien entre les CRC, qui facilite la transparence internationale et les stratégies d'apprentissage tout au long de la vie, doit être formulé plus clairement. Cela peut nous aider à placer les cadres au premier rang des priorités des pouvoirs publics. Les participants étaient intéressés par la manière de garantir l'engagement politique en faveur des CRC, notamment au niveau régional. Les CRC utilisent différents outils de communication pour atteindre les utilisateurs finaux et les parties prenantes. Dans le cadre du CEC, par exemple, les niveaux du CEC sont ajoutés aux certificats et diplômes nationaux et inclus dans les bases de données de certifications. Divers exemples de ces outils de communication peuvent être partagés afin d'examiner dans quelle mesure ils sont efficaces.

Langage commun et consensus

De nombreux participants ont évoqué l'importance de parvenir à une compréhension commune entre les CRC, au sujet des concepts et des niveaux que nous utilisons tous. Selon James Keevy, d'Afrique du Sud, le renforcement des définitions conceptuelles devrait être une priorité. Les termes «reconnaissance», «validation» et «accréditation» sont utilisés parallèlement pour décrire un processus similaire, dans les expressions suivantes par exemple: validation des acquis de l'expérience (VAE), validation de l'apprentissage non formel et informel, évaluation et reconnaissance de l'apprentissage antérieur, validation de l'expérience acquise, accréditation des acquis de l'expérience. Et ces exemples ne concernent que le français. La traduction du terme «microcertifications» en russe ou en espagnol est loin d'être évidente. À différents stades, d'autres termes ont été utilisés pour décrire et pour définir les acquis d'apprentissage.

Pouvons-nous mettre au point des métastructures et des structures intermédiaires entre les CRC et les CNC, afin de soutenir l'élaboration, l'analyse et la comparaison entre les cadres de certifications? Le langage technique utilisé dans les systèmes de certification est souvent lié à des contextes culturels différents: les termes peuvent sembler similaires mais ont des significations très distinctes, ou des termes très différents sont utilisés pour décrire des aspects très similaires. Le point de départ consiste à partager des données conceptuelles, mais, en fin de compte, nous avons besoin d'un langage commun pour comparer les certifications. Il est important d'œuvrer ensemble à l'adoption d'une approche cohérente de la relation avec les références et les certifications internationales. À cet égard, l'initiative récente de l'UNESCO, visant à convenir d'une définition universelle des microcertifications, mérite d'être louée.

Pouvons-nous développer une base de données avec des concepts et des outils communs? Nous pourrions entreprendre des travaux de collaboration concernant les modèles de VAE, les mécanismes d'accumulation et de transfert de crédits, l'articulation et les parcours d'apprentissage flexibles (selon Heidi Bolton de la SAQA). Nous pouvons échanger des boîtes à outils et des lignes directrices existantes. Un autre domaine de travail conjoint pourrait être axé sur les stratégies et les structures de conception de l'évaluation (élaboration d'outils).

Dialogue, participation des parties prenantes et institutions

Une interaction plus régulière entre les CRC est nécessaire. La coopération entre les CRC doit avoir lieu à un niveau global, sinon elle deviendra trop compliquée, a écrit un participant. Certains organismes régionaux représentant les CRC se réunissent désormais au sein du groupe sur les Niveaux de référence mondiaux, mais ce dialogue ne vise pas à renforcer la coopération mutuelle entre eux. En outre, dans l'intervalle, de nombreuses nouvelles initiatives relevant du CRC sont apparues et ne font pas partie de ce dialogue.

La mise en œuvre réussie des cadres régionaux de certifications dépend dans une vaste mesure de la manière dont les CNC sont liés à la progression d'un CRC. Il arrive parfois qu'un ou plusieurs CNC d'une région participe(nt) fortement à la croissance du CRC, mais, en fin de compte, le CRC doit progresser dans tous les pays concernés. Par conséquent, de nombreux participants ont insisté sur la nécessité de soutenir les CNC dans certains pays afin de développer les CRC. À titre d'exemple, étant donné que plusieurs États membres de l'ASEAN ont avancé dans la mise en œuvre de leur CNC et l'ont référencé au CRC, la priorité est désormais de développer les CNC des autres membres de l'ASEAN afin qu'ils puissent également débiter leur référencement à l'AQRF. Le partage d'expériences contribuera au développement des CRC et des CNC. Les CRC peuvent offrir un contexte très pertinent pour élaborer un CNC, comme l'illustre la Bosnie-Herzégovine, où il est nécessaire d'obtenir un accord entre 13 juridictions en l'absence de ministère national de l'éducation.

Le dialogue, la participation des parties prenantes et les structures institutionnelles sont des composantes essentielles de la mise en œuvre des CRC. Un participant a indiqué qu'il était important d'en apprendre davantage sur les structures à mettre en place pour garantir que les CRC puissent soutenir avec succès la mondialisation de la main-d'œuvre.

L'établissement de systèmes de gouvernance efficaces et durables est considéré comme un facteur essentiel à la progression d'un CRC. Quelles sont les personnes les mieux qualifiées pour faire partie du comité d'un CRC émergent? Comment veiller à ce qu'il reflète la clarté de l'objectif et de la portée du CRC? Les nouvelles initiatives relevant du CRC sont à la recherche de la bonne formule, tandis que les CRC existants ont peut-être besoin de revoir leurs structures de coopération. Nous devons renforcer le PQF afin qu'il puisse devenir un outil de soutien à la mobilité de la main-d'œuvre à l'intérieur et à l'extérieur de la région. Nous aurons besoin d'une communication efficace en faveur de ce cadre et de systèmes formels de collaboration entre les agences membres. Pourrions-nous établir des partenariats entre les autorités nationales de certification ou les agences d'assurance qualité au sein des régions et entre elles?

Apprendre à travailler de concert avec différents groupes de parties prenantes pourrait également constituer un volet important du renforcement des capacités. Les CNC et les CRC ont créé de nouveaux partenariats et nous pouvons partager des expériences dans le cadre de ces dialogues. Il est essentiel d'assurer l'inclusion et la participation des parties prenantes et de renforcer les capacités institutionnelles. Nous devons apprendre à surmonter les

cloisonnements traditionnels, par exemple en fusionnant l'EFTP avec les niveaux de certification scolaire ou universitaire. Les organisations internationales peuvent jouer un rôle en rassemblant différents pays et parties prenantes autour d'une même table (selon Gabriel Bordado de l'OIT en Inde).

Recherche commune, création d'une base de données factuelles sur les pratiques efficaces

Plusieurs participants ont suggéré d'étudier conjointement comment contrôler et évaluer l'efficacité des CRC. De nombreux CNC sont révisés de temps à autre. Le nombre d'études sur les CRC est beaucoup plus faible. En ce qui concerne les CRC actuels, pouvons-nous définir clairement ce que signifie la révision d'un CRC? Comment évaluons-nous les CRC et les CNC? Comment pouvons-nous renforcer notre capacité à analyser, à synthétiser, à mener des recherches, à gérer les partenariats de recherche et à soutenir l'élaboration et l'application des politiques? Quelle est l'importance des différents contextes pour mettre en œuvre les CRC? Quels enseignements pouvons-nous tirer du partage des recherches existantes et des discussions à leur sujet? Un certain nombre de collègues ont affirmé qu'ils souhaitaient participer à tout projet ou étude permettant d'aider à concevoir des CRC, mais aussi d'améliorer leur propre CRC.

Référencement, alignement des CNC sur les CRC, et comparaison entre les CRC

Les relations et les effets réciproques entre les certifications, les CNC et les CRC revêtent une importance cruciale pour la mise en œuvre des CRC. Seuls quelques CRC possèdent une grande expérience en matière de référencement ou d'alignement des CNC sur le CRC. En 2020, l'AQRF a révisé ses [lignes directrices en matière de référencement](#) sur la base de ses premières expériences. De nombreux CRC commencent à élaborer des méthodologies et des critères de référencement ou d'alignement. Au sein des CRC, il existe un vif intérêt pour la découverte de différentes approches du référencement et de l'alignement des CNC sur un CRC, et pour la collecte d'informations supplémentaires sur la comparaison entre les CRC. Des questions concernent la reconnaissance des certifications. Comment l'améliorer en établissant des liens avec d'autres CRC? Si l'on considère les certifications d'un point de vue international, comment les certifications seront-elles harmonisées entre les CRC à huit niveaux et les CRC à dix niveaux? Quels sont les aspects essentiels pour l'alignement, si l'objectif est d'intégrer les CNC? La question se pose également de savoir comment le CQF (cadre des certifications de la Communauté des Caraïbes) pourrait demander une comparaison avec le CEC. La réponse à cette question n'est pas encore très claire, car nous venons de commencer à tester la comparaison. L'année prochaine, l'ETF devrait organiser une activité d'apprentissage par les pairs sur la comparaison. La comparaison entre l'AQRF et le CEC pourrait-elle favoriser la transparence des certifications en Europe et en Asie, et la mobilité des étudiants entre les pays asiatiques et européens? Cette activité pourrait-elle relever du processus éducatif de l'ASEM?

Niveaux de référence mondiaux

L'UNESCO travaille depuis plusieurs années à l'élaboration d'un système de niveaux de référence mondiaux (WRL), qui peut être utilisé pour traduire les acquis d'apprentissage sous une forme internationalement reconnue. Cela répond aux tendances mondiales telles que l'augmentation des migrations, la mondialisation du marché du travail, l'internationalisation de l'éducation et de la formation, ainsi que la progression régulière de la diversité et de la disponibilité des qualifications. Le consensus de Shanghai (2012) sur la transformation de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels

recommandait d'élaborer des principes directeurs internationaux sur l'assurance qualité pour la reconnaissance des qualifications, sur la base des résultats d'apprentissage. Un groupe international d'experts se réunit deux fois par an pour examiner le développement et la mise en œuvre des WRL. Le groupe comprend des organisations internationales, ainsi que des représentants de plusieurs CRC. Les niveaux de référence mondiaux sont disponibles à l'adresse suivante: <https://worldreferencelevels.org>. Ils ne constituent pas un métacadre des CRC.

Descripteurs de niveau et acquis d'apprentissage

La comparaison des descripteurs de niveaux est à la base des processus de référencement, d'alignement et de comparaison. Elle est importante pour évaluer les certifications et établir une correspondance entre une qualification d'un pays étranger et les niveaux nationaux. Les descripteurs de niveau varient selon le nombre de niveaux et de domaines. Reynaldo Veja, des Philippines, souhaitait savoir si les descripteurs de niveau avaient été comparés. Dans l'affirmative, l'étude a-t-elle abouti à une conclusion? James Keavy a partagé l'étude de l'UNESCO, *Level-setting and recognition of learning outcomes: the use of level descriptors in the twenty-first century [Définition des niveaux et reconnaissance des acquis d'apprentissage: l'utilisation des descripteurs de niveau au XXI^e siècle]*, Bibliothèque numérique de l'UNESCO (2014). Le Cedefop a également publié *Analysis and overview of NQF level descriptors in European countries [Analyse et vue d'ensemble des descripteurs de niveau des CNC dans les pays européens]* (2018). L'ACQF vient d'achever la rédaction d'une *note thématique sur les descripteurs de niveau* en Afrique (2021).

Les descripteurs de niveau sont souvent liés à des descripteurs des types de certifications et à des énoncés d'acquis d'apprentissage portant sur des certifications individuelles et des unités ou modules. Il existe de très nombreux guides et manuels sur la rédaction et l'application des acquis d'apprentissage. Il s'agit incontestablement d'un domaine dans lequel les individus sont très désireux d'échanger leurs expériences. Le manuel européen du Cedefop sur la définition, la rédaction et l'application des acquis d'apprentissage, *European handbook on defining, writing and applying learning outcomes*, publié en 2017, est une bonne introduction à cet égard.

Nouveaux besoins en qualifications

La collaboration au sujet de l'évolution des qualifications demandées suscite un vif intérêt chez tous les participants. Pour être efficaces, les cadres de certifications doivent répertorier des certifications. Il est nécessaire d'inclure les nouvelles qualifications répondant aux exigences du XXI^e siècle dans tous les CNC et les CRC. Divers participants ont suggéré de définir de nouveaux profils professionnels, de développer des compétences pour le marché du travail, de comprendre différents marchés du travail et, éventuellement, d'élaborer conjointement des certifications. De plus, de nombreux collègues sont intéressés par la comparaison des certifications et leur analyse concrète. Pouvons-nous convenir de critères clairs pour définir les certifications au-delà des régions? Quels sont les critères utilisés pour inclure les certifications dans les CNC? Anna Kahlson, de Suède, a proposé de partager des expériences sur le soutien à la conception de certifications non formelles (c'est-à-dire ne relevant pas des systèmes formels existants). Comment procéder à la vérification des certifications dans les différents États membres, comme le suggère le cadre arabe des certifications?

Bases de données régionales et nationales sur les certifications

Paulette Dunn-Pierre, de Jamaïque, a demandé si les CRC pouvaient être les principaux dépositaires des certifications dans une région, ou s'il était plus judicieux de confier la gestion de la base de données des certifications aux agences d'accréditation locales ou nationales. La réponse à cette question dépend en grande partie de l'organisation de ces processus. L'inclusion des certifications dans un registre est un processus d'assurance qualité, mais il est important de partager largement une certification pour qu'elle soit reconnue à plus grande échelle. Les qualifications professionnelles des Caraïbes ont été élaborées et sont partagées par différents pays, ce qui augmente leur valeur par rapport aux qualifications strictement institutionnelles ou nationales. La tendance à l'adoption de qualifications partagées ou internationales progresse avec l'internationalisation des emplois et de l'offre, mais les bases de données répertoriant les certifications ont tendance à être essentiellement nationales. De multiples pays évoluent vers l'ajout de certifications pour la formation des adultes, qui viennent compléter les certifications relatives à l'enseignement professionnel initial et à l'enseignement supérieur. En Europe, [Europass](#), l'outil de navigation des citoyens concernant les possibilités d'emploi, de carrière et d'apprentissage, permet de connecter les bases de données nationales des certifications, en utilisant une architecture et une infrastructure communes fondées sur le [registre des ensembles de données sur les certifications](#). Des certificats signés numériquement commencent à être délivrés, et les données sur les certifications peuvent être reliées à des données sur l'apprentissage et les possibilités de carrière/d'emploi. [ESCO](#), la classification européenne des aptitudes, compétences, certifications et professions, est utilisée pour analyser les certifications nationales, afin de mieux comprendre leurs composantes. Il s'agit certainement d'un domaine intéressant tous les CRC, étant donné que l'avenir réside dans la numérisation.

Reconnaissance des certifications, validation de l'apprentissage non formel et informel (VANFI) ou validation des acquis de l'expérience (VAE), assurance qualité

Les informations sur les cadres de certifications sont importantes pour les évaluateurs des qualifications et des références. La comparaison des cadres de certifications renforce la transparence internationale, mais n'entraîne pas de reconnaissance automatique. Les processus de reconnaissance utilisent progressivement les acquis d'apprentissage et les cadres de certifications. La [Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur](#) (2019) fait clairement référence aux acquis d'apprentissage et aux cadres de certifications. La reconnaissance du cursus scolaire et universitaire est plus développée que celle des qualifications professionnelles. Les participants au webinaire ont souligné la nécessité de partager des informations afin de soutenir la reconnaissance, la validation et l'assurance qualité. Cet aspect est important pour améliorer la mobilité des personnes, car il leur permet d'utiliser les qualifications qu'elles ont acquises dans le monde entier. Les liens entre les accords de reconnaissance mutuelle et l'échange d'informations sur les professions réglementées suscitent de l'intérêt.

Les pays élargissent progressivement la mise en œuvre des systèmes de validation des acquis de l'expérience ou de reconnaissance, de validation et d'accréditation de l'apprentissage non formel et informel. Ils sont considérés comme très importants pour le perfectionnement et la reconversion des adultes. Les contextes de mise en œuvre de ces systèmes varient considérablement à travers le monde. Il est très possible d'échanger des expériences sur les solutions les plus efficaces à tel ou tel endroit. L'OIT, l'UNESCO et l'UE ont toutes publié des lignes directrices sur la validation et des documents sur les bonnes pratiques. La validation fait partie du programme politique de plusieurs CRC. Cela a

contribué à favoriser le développement des pratiques de validation. L'un des participants suggère d'analyser les accords entre les pays membres sur la validation des acquis de l'expérience.

L'approfondissement de la confiance mutuelle est au cœur de la coopération entre les CRC. De nombreux CRC ont instauré des principes et des lignes directrices en matière d'assurance qualité. Ces lignes directrices mettent l'accent sur la conception des certifications, les procédures d'attribution et l'offre. Ces approches pourraient être comparées. Un participant a suggéré d'établir des normes de qualité communes. Le Commonwealth of Learning a conçu un cours en ligne sur l'assurance qualité, à l'intention des professionnels de l'assurance qualité, qui pourrait être partagé. Il a également élaboré des lignes directrices pour l'assurance qualité et l'accréditation des cours en ligne ouverts à tous (MOOC). L'assurance qualité des certifications délivrées en ligne est une question qui revêt une importance croissante et qui, compte tenu de la nature internationale de l'offre, peut nécessiter des solutions communes.

Étapes suivantes

Dans cette dernière partie des conclusions, nous proposons trois étapes concrètes pour faire progresser notre coopération:

Créer une plateforme commune

Nous avons besoin d'une plateforme commune pour partager nos idées et échanger des informations.

L'ETF propose de commencer par sa plateforme Open Space, jusqu'à ce que nous disposions d'une plateforme plus appropriée. Vous trouverez ici le lien vers la page de l'Open Space consacrée au CRC.

Vous trouverez ici le rapport sur les initiatives relevant du CRC dans le monde (2020), une infographie, et les enregistrements et les conclusions de nos webinaires du 19 mai.

Créer un programme commun de coopération

Au cours de notre webinaire, nous avons entendu de nombreux participants disposés à organiser des activités de renforcement des capacités et des événements d'apprentissage par les pairs, ou prêts à soutenir des événements organisés par d'autres. Nous vous prions de bien vouloir inclure ces événements dans notre calendrier commun, accessible grâce à ce lien.

Ces événements peuvent avoir une dimension régionale ou mondiale. Il peut s'agir d'événements existants, susceptibles d'accueillir des participants supplémentaires, ou de nouveaux événements que vous souhaitez organiser. L'ETF s'engage à organiser au moins deux manifestations spéciales supplémentaires. L'une aura lieu à la fin de cette année pour soutenir des projets communs dans le cadre d'Erasmus+. La seconde présentera, en collaboration avec l'UNESCO, l'UIL et le Cedefop, les résultats de l'Inventaire mondial des cadres régionaux et nationaux, au mois de mars de l'année prochaine.

Projets communs

Comme nous l'avons évoqué lors du webinaire, l'Union européenne est le premier donateur mondial. La Commission européenne lance un nouveau cycle de planification de ses programmes à travers le monde. Vous pouvez contacter la délégation de l'Union européenne dans votre pays pour en apprendre davantage et examiner si votre initiative relevant du CRC peut bénéficier de ces activités. Une autre opportunité importante est liée à Erasmus+, qui introduira l'année prochaine des possibilités de coopération en matière de CRC dans le cadre de son action de renforcement des capacités de l'EFP. L'ETF prévoit d'organiser des séances d'information sur ces possibilités de financement et étudie actuellement comment elle pourrait contribuer à mettre en contact les institutions intéressées en ligne.